

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/LTU/1/Add.1

24 octobre 2001

(01-5214)

---

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

LITUANIE

### Addendum

Par une communication de sa Mission permanente datée du 15 octobre 2001, la Lituanie a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après au titre de l'article 63:2 de l'Accord.

---

Conformément à l'article 63:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et aux procédures prévues par le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, le gouvernement lituanien notifie au Conseil ses autres lois et réglementations relatives aux questions visées par l'Accord, dont la liste figure à l'annexe I.

## ANNEXE I

## AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><b>Droit d'auteur et droits connexes</b></p> <p><u>Loi n° I-1351 sur la ratification de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques,</u> adoptée le 28 mai 1996.</p> <p>Entrée en vigueur: 12 juin 1996.</p> <p><u>Loi n° VIII-1001 sur la ratification de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome),</u> adoptée le 22 décembre 1998.</p> <p>Entrée en vigueur: 27 janvier 1999.</p> <p><u>Loi n° VIII-1140 sur la ratification de la Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes,</u> adoptée le 13 avril 1999.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> octobre 1999.</p> <p><u>Stratégie pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes,</u> approuvée par le Décret gouvernemental n° 1119 du 29 septembre 2000.</p> <p>Entrée en vigueur: 7 octobre 2000.</p>	<p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Berne.</p> <p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Rome.</p> <p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Genève.</p> <p>L'objectif principal de cette stratégie est de poursuivre en 2000-2003 le développement du régime de mise en œuvre et de protection du droit d'auteur et des droits connexes, eu égard aux besoins et aux obligations internationales de la Lituanie, et de coordonner les activités des services de l'administration centrale et des collectivités locales dans ce domaine, ainsi que les mesures prises par les institutions chargées de faire appliquer la Loi sur le droit d'auteur et les associations de détenteurs de droit d'auteur ou de droits connexes.</p>

<b>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><b>Marques</b></p> <p><u>Loi n° I-1521 sur la ratification de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques,</u> adoptée le 17 septembre 1996.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 22 février 1997.</p> <p><u>Loi n° VIII-204 sur la ratification du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de 1989,</u> adoptée le 29 avril 1997.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 15 novembre 1997.</p> <p><u>Loi n° I-1349 sur la ratification de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,</u> adoptée le 28 mai 1996.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 22 mai 1994.</p> <p><u>Loi n° VIII-526 sur la ratification du Traité sur le droit des marques,</u> adoptée le 18 novembre 1997.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 27 avril 1998</p> <p><u>Loi n° IX-352 sur les taxes perçues pour l'enregistrement d'objets de propriété industrielle,</u> adoptée le 5 juin 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2001.</p> <p><u>Décret gouvernemental n° 155 sur l'Arrêté relatif à l'autorisation d'utiliser des emblèmes de l'État lituanien dans les marques et les dénominations sociales,</u> adopté le 12 février 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 15 février 2001.</p>	<p>La Lituanie a adhéré à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques.</p> <p>La Lituanie a adhéré à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.</p> <p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.</p> <p>La Lituanie a adhéré au Traité sur le droit des marques.</p> <p>Cette loi fixe les taxes d'enregistrement pour les marques.</p> <p>Ce décret dispose que le Ministre de la justice a le pouvoir d'autoriser l'utilisation des emblèmes de l'État lituanien dans les marques et les dénominations sociales.</p>

<b>TITRE</b> <b>DATES D'ADOPTION ET</b> <b>D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><u>Arrêté n° 65 du Ministre de la justice établissant la procédure d'autorisation de l'utilisation des emblèmes de l'État lituanien dans les marques et les dénominations sociales,</u> adopté le 10 avril 2001.</p>	<p>Cet arrêté fixe en détail la procédure relative à l'autorisation de l'utilisation des emblèmes de l'État lituanien dans les marques et les dénominations sociales.</p>
<p>Entrée en vigueur: 13 avril 2001.</p>	
<p><u>Règlement relatif à l'enregistrement des marques,</u> adopté par l'Arrêté n° 123 du Bureau des brevets le 29 décembre 2000.</p>	<p>Ce règlement contient des dispositions détaillées sur la procédure d'enregistrement des marques auprès du Bureau des brevets.</p>
<p>Entrée en vigueur: 3 février 2001.</p>	
<p><u>Règlement relatif aux procédures de recours et d'opposition,</u> adopté par l'Arrêté n° 123 du Bureau des brevets le 29 décembre 2000.</p>	<p>Ce règlement régit le dépôt, l'instruction et d'autres aspects des procédures de recours et d'opposition relatives aux marques devant le Bureau des brevets.</p>
<p>Entrée en vigueur: 3 février 2001.</p>	
<p><u>Règlement sur l'application du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques,</u> adopté par l'Arrêté n° 123 du Bureau des brevets le 29 décembre 2000.</p>	<p>Ce règlement contient des dispositions détaillées sur le dépôt des demandes internationales et l'examen des enregistrements internationaux au Bureau des brevets.</p>
<p>Entrée en vigueur: 3 février 2001.</p>	
<p><b>Indications géographiques</b></p>	
<p><u>Loi n° VIII-1099 sur la concurrence<sup>1</sup>,</u> adoptée le 23 mars 1999.</p>	<p>Cette loi contient des dispositions relatives à la protection des indications géographiques.</p>
<p>Entrée en vigueur: 2 avril 1999.</p>	
<p><u>Loi n° VIII-1871 sur la publicité,</u> adoptée le 18 juillet 2000.</p>	<p>Cette loi contient des dispositions relatives à la publicité mensongère, portant une attention particulière aux informations que contient la publicité sur les produits et services et le lieu et l'origine de leur production, et elle prévoit des réparations et amendes en cas de publicité mensongère.</p>
<p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2001.</p>	

<sup>1</sup> Cette loi a été notifiée en tant que principale loi consacrée à la propriété intellectuelle dans le document IP/N/1/LTU/I/1.

<b>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><u>Loi n° VIII-1981 sur les marques<sup>2</sup></u>, adoptée le 10 octobre 2000.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2001.</p> <p><b>Dessins et modèles industriels</b></p> <p><u>Loi n° I-1349 sur la ratification de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle</u>, adoptée le 28 mai 1996.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 22 mai 1994.</p> <p><u>Loi n° IX-352 sur les taxes perçues pour l'enregistrement d'objets de propriété industrielle</u>, adoptée le 5 juin 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2001.</p> <p><u>Arrêté n° 27 du Bureau des brevets concernant l'enregistrement des dessins et modèles industriels</u>, adopté le 1<sup>er</sup> septembre 1995.</p> <p>Entrée en vigueur: 7 septembre 1995.</p> <p><b>Brevets (y compris la protection des obtentions végétales)</b></p> <p><u>Loi n° I-1350 sur la ratification du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)</u>, adoptée le 28 mai 1996.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 5 juillet 1994.</p> <p><u>Loi n° VIII-525 sur la ratification du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets</u>, adoptée le 18 novembre 1997.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 9 mai 1998.</p>	<p>Cette loi contient des dispositions relatives aux indications géographiques (ces dispositions prévoient le refus d'enregistrer des marques correspondant à des indications géographiques).</p> <p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.</p> <p>Cette loi fixe les taxes d'enregistrement pour les dessins et modèles industriels.</p> <p>Cet arrêté réglemente en détail l'application des dispositions de la Loi sur les dessins et modèles industriels relatives au dépôt et à l'examen des demandes de protection des dessins et modèles industriels et à la délivrance de certificats de protection.</p> <p>La Lituanie a adhéré au Traité de coopération en matière de brevets.</p> <p>La Lituanie a adhéré au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.</p>

<sup>2</sup> Cette loi a été notifiée en tant que principale loi consacrée à la propriété intellectuelle dans le document IP/N/1/LTU/T/1.

<b>TITRE</b> <b>DATES D'ADOPTION ET</b> <b>D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><u>Loi n° I-1349 sur la ratification de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,</u> adoptée le 28 mai 1996.</p> <p>Entrée en vigueur pour la Lituanie: 22 mai 1994.</p> <p><u>Loi n° IX-352 sur les taxes perçues pour l'enregistrement d'objets de propriété industrielle,</u> adoptée le 5 juin 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2001.</p> <p><u>Arrêté n° 88 du Bureau des brevets concernant le dépôt et l'examen des demandes de brevets et la délivrance des brevets,</u> adopté le 10 décembre 1998.</p> <p>Entrée en vigueur: 10 décembre 1998.</p> <p><u>Arrêté n° 22 du Bureau des brevets concernant les règles d'extension des effets des brevets européens,</u> adopté le 25 juillet 1995.</p> <p>Entrée en vigueur: 29 juillet 1995.</p> <p><u>Accord avec l'Organisation européenne des brevets (OEB) en vue de l'extension des effets des brevets européens,</u> adopté le 25 janvier 1994.</p> <p>Entrée en vigueur: 5 juillet 1994.</p> <p><b>Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés</b></p> <p><u>Loi n° IX-352 sur les taxes perçues pour l'enregistrement d'objets de propriété industrielle,</u> adoptée le 5 juin 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2001.</p> <p><u>Arrêté n° 36 du Bureau des brevets concernant l'enregistrement des topographies de produits semi-conducteurs,</u> adopté le 10 mars 1999.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> mai 1999.</p>	<p>La Lituanie a adhéré à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.</p> <p>Cette loi fixe les taxes afférentes aux brevets.</p> <p>Cet arrêté régit en détail l'application des dispositions de la Loi sur les brevets relatives au dépôt et à l'examen des demandes de brevets et à la délivrance des brevets.</p> <p>Cet arrêté contient les dispositions relatives à la procédure d'extension des effets des brevets européens.</p> <p>Cet accord contient des dispositions relatives à la possibilité d'étendre à la Lituanie les effets des brevets européens.</p> <p>Cette loi fixe les taxes d'enregistrement pour les topographies de produits semi-conducteurs.</p> <p>Cet arrêté régit en détail l'application des dispositions de la Loi sur la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs relatives au dépôt et à l'examen des demandes de protection des topographies de produits semi-conducteurs et à la délivrance de certificats de protection.</p>

<b>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><b>Protection des renseignements non divulgués</b></p> <p><u>Loi n° VIII-1099 sur la concurrence</u><sup>1</sup>, adoptée le 23 mars 1999.</p> <p>Entrée en vigueur: 2 avril 1999.</p> <p><b>Prévention d'un usage abusif des droits de propriété intellectuelle</b></p> <p><b>Procédures et mesures correctives civiles</b></p> <p><u>Code civil</u>, adopté par la Loi n° VIII-1864 du 18 juillet 2000.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2001.</p> <p><u>Code de procédure civile</u>, adopté le 7 juillet 1964.</p> <p>Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1965, modifié en dernier lieu le 21 juin 2001.</p> <p><u>Loi n° VIII-1185 sur le droit d'auteur et les droits connexes</u><sup>3</sup>, adoptée le 18 mai 1999.</p> <p>Entrée en vigueur: 9 juin 1999.</p> <p><b>Mesures judiciaires provisoires</b></p> <p><u>Code de procédure civile</u>, adopté le 7 juillet 1964.</p> <p>Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1965, modifié en dernier lieu le 21 juin 2001.</p>	<p>Cette loi énonce des dispositions relatives à la protection des renseignements non divulgués.</p> <p>Ce code énonce les principes de base de la protection des droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Ce code énonce les règles de base des procédures judiciaires civiles, ainsi que la procédure pour le remboursement des pertes et des dommages matériels résultant de la violation des droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Cette loi prévoit les recours en cas de violation des droits de propriété intellectuelle, l'indemnisation (qui remplace ici le remboursement des pertes), l'indemnisation du préjudice moral et les mesures provisoires en vue de l'exécution des décisions de justice.</p> <p>Ce code contient des dispositions relatives aux mesures judiciaires provisoires. L'article 156 prévoit que le tribunal peut imposer les mesures provisoires suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Saisie de biens ou de sommes d'argent appartenant au défendeur qui sont en sa possession ou en la possession d'une autre personne.</li> <li>2) Interdiction au défendeur d'effectuer certains actes.</li> </ol>

<sup>3</sup> Cette loi a été notifiée en tant que principale loi consacrée à la propriété intellectuelle dans le document IP/N/1/LTU/C/1.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Loi n° VIII-1185 sur le droit d'auteur et les droits connexes</u><sup>3</sup> adoptée le 18 mai 1999.</p> <p>Entrée en vigueur: 9 juin 1999.</p> <p><u>Code de procédure civile,</u> adopté le 26 juin 1961.</p> <p>Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1961, modifié en dernier lieu le 11 septembre 2001.</p> <p><b>Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière</b></p> <p><u>Loi n° IX-117 sur la protection de la propriété intellectuelle en matière d'importation et d'exportation de marchandises</u><sup>4</sup>, adoptée le 21 décembre 2000.</p> <p>Entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2001.</p>	<p>3) Interdiction à d'autres personnes de transférer un bien au défendeur ou de réaliser une sûreté en faveur du défendeur.</p> <p>4) Suspension de la réalisation d'un bien sur dépôt d'une demande de mainlevée de la saisie du bien.</p> <p>5) Suspension d'une mesure d'exécution contestée par le débiteur conformément à la procédure de suspension des voies d'exécution, si cette forme de contestation est autorisée par la loi.</p> <p>Cette loi contient des dispositions permettant d'appliquer des mesures judiciaires provisoires si la preuve est fournie qu'il y a eu violation du droit d'auteur et/ou des droits connexes.</p> <p>Ce code contient la saisie de preuves matérielles jusqu'à ce que l'affaire soit tranchée.</p> <p>Cette loi contient des dispositions relatives à l'intervention des douanes concernant la protection de la propriété intellectuelle en matière d'importation et d'exportation de marchandises, aux conditions applicables à cette intervention, ainsi qu'aux mesures applicables aux marchandises retenues qui sont reconnues par décision du tribunal comme violant des droits de propriété intellectuelle.</p>

<sup>4</sup> Cette loi a été notifiée en tant que principale loi consacrée à la propriété intellectuelle dans le document IP/N/1/LTU/E/1.



<b>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<p><u>Décret gouvernemental n° 308 sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection de la propriété intellectuelle en matière d'importation et d'exportation de marchandises,</u> adopté le 19 mars 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 24 mars 2001.</p>	<p>Ce décret contient des dispositions autorisant le Département des douanes à adopter les dispositions nécessaires à l'application de la Loi sur la protection de la propriété intellectuelle en matière d'importation et d'exportation (formulaires de demande, fixation du montant du dépôt de garantie, dispositions détaillées relatives aux notifications au détenteur du droit d'auteur, rétention, entreposage, inspection et prélèvement d'échantillons de marchandises suspectes de violer des droits de propriété intellectuelle).</p>
<p><u>Décret gouvernemental n° 683 sur la modification du Décret gouvernemental n° 1458 du 15 décembre 2000 sur l'approbation de la liste des débiteurs de redevances à l'État, le montant de ces redevances et les modalités de leur paiement et remboursement,</u> adopté le 7 juin 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 14 juin 2001.</p>	<p>Ce décret fixe les montants des redevances perçues par l'État pour les mesures que les autorités douanières doivent prendre pour protéger les droits de propriété intellectuelle.</p>
<p><u>Arrêté n° 288 du Directeur du Département des douanes sur l'approbation des formulaires de demande d'intervention des autorités douanières en vue de protéger des droits de propriété intellectuelle,</u> adopté le 18 mai 2001.</p> <p>Entrée en vigueur: 26 mai 2001.</p>	<p>Cet arrêté contient les formulaires à utiliser pour les demandes qui seront déposées auprès du Département des douanes par le détenteur de droits de propriété intellectuelle qui s'adresse aux autorités douanières pour protéger ses droits. Deux formulaires sont approuvés, l'un pour les demandes présentées avant rétention des marchandises par les autorités douanières, l'autre pour les demandes présentées après rétention.</p>
<p><b>Procédures pénales</b></p> <p><u>Code pénal,</u> adopté le 26 juin 1961.</p> <p>Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1961, modifié en dernier lieu le 17 août 2001.</p> <p><u>Code de procédure pénale,</u> adopté le 26 juin 1961.</p> <p>Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1961, modifié en dernier lieu le 11 septembre 2001.</p>	<p>Ce code contient la définition des différentes infractions pénales, y compris les infractions aux droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Ce code et ses modifications ultérieures établissent les règles de base des procédures pénales, y compris celles qui portent sur les violations des droits de propriété intellectuelle.</p>

<b>TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	<b>BRÈVE DESCRIPTION</b>
<b>Toutes procédures administratives et mesures correctives non visées ci-dessus</b>  <u>Code des procédures administratives,</u> adopté le 13 décembre 1984.  Entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 1985, modifié en dernier lieu le 12 juillet 2001.	Ce code prévoit des procédures administratives pour les infractions passibles de sanctions administratives, y compris les violations des droits de propriété intellectuelle.